



**REGISTRO DE LOS ACUERDOS INTERINSTITUCIONALES
DE LOS GOBIERNOS LOCALES DE MÉXICO**

www.sre.gob.mx/gobiernoslocales

Nombre del Acuerdo:	Acuerdo de Cooperación en materia Educativa y Cultural entre la Escuela de Restauración y Conservación de Occidente del Gobierno del Estado de Jalisco de los Estados Unidos Mexicanos y el Instituto Real del Patrimonio Artístico del Reino de Bélgica.
Áreas de Cooperación:	Fomentar la elaboración de proyectos dentro de sus instituciones y presentar sus inquietudes a la otra. Desarrollar programas de intercambio de perfeccionamiento estudiantil a nivel superior mediante estancias de seis a ocho meses en IRPA por parte de estudiantes de ECRO y eventualmente para los candidatos del IRPA.
Fecha en que se firmó:	19 de agosto de 2005.
Lugar donde fue firmado:	Guadalajara
Vigencia:	2 años.



Secretaría de Relaciones Exteriores
Dirección General de Coordinación Política
DIRECCIÓN DE GOBIERNOS LOCALES

**ACCORD DE COOPÉRATION EN MATIÈRE ÉDUCATIVE ET CULTURELLE ENTRE
L'ÉCOLE DE CONSERVATION ET RESTAURATION DE L'OCCIDENT (ESCUELA
DE CONSERVACIÓN Y RESTAURACIÓN DE OCCIDENTE) DU GOUVERNEMENT
DE L'ÉTAT DE JALISCO DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE, ET L'INSTITUT ROYAL
DU PATRIMOINE ARTISTIQUE DE BELGIQUE.**

L'Ecole de Conservation et Restauration d'Occident du Ministère de l'Education du Gouvernement de l'Etat de Jalisco des Etats-Unis du Mexique (ECRO) et l'Institut Royal du Patrimoine Artistique (IRPA), ci-après dénommées "les Signataires" ;

ANIMÉS par le désir de renforcer les liens d'entente et d'amitié qui existent entre les institutions Signataires ;

CONSCIENTS des affinités qui unissent les deux pays en raison de leur histoire, leur culture et le rapprochement croissant entre leurs sociétés ;

CONVAINCUS de l'importance d'établir des mécanismes qui contribuent au renforcement de la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel et du besoin d'exécuter des programmes spécifiques de collaboration et d'échanges éducatifs et culturels, qui correspondent à la dynamique du nouvel environnement international ;

ENGAGÉS dans l'amélioration des stratégies éducatives qui mènent au développement des systèmes éducatifs de qualité et conformément aux exigences du monde actuel ;

PRENANT EN COMPTE les dispositions de la Convention Culturelle entre les Etats-Unis du Mexique et le Royaume de Belgique signée le 24 août 1996 ;

Ont convenu de ce qui suit :

ARTICLE I OBJET

L'objectif du présent Accord est d'établir les bases de la collaboration pour le développement des activités éducatives conjointes, y compris les propositions futures pour des programmes spécifiques de coopération.

ARTICLE II MODALITES

Pour atteindre les objectifs mentionnés dans l'Article I, les Signataires pourront assumer les modalités suivantes:

- a) Etablir des programmes généraux de projets à développer;
- b) Favoriser l'élaboration de projets au sein de chacune des institutions et les présenter pour examen à l'autre Signataire ;
- c) Développer des programmes de stages de perfectionnement d'étudiants du niveau supérieur au moyen de séjour de six à huit mois à l'IRPA pour les étudiants de ECRO; et peut-être aussi inversement.
- d) Envoi d'experts, selon les possibilités de chaque institution, pour le développement de séminaires et de cours, dans les deux pays;
- e) Conseils pour l'équipement des ateliers, l'actualisation du matériel et des procédés de restauration, la conservation préventive ainsi que pour les thèmes liés à leur enseignement;
- f) Echange de publications ;
- g) Tout autre projet de coopération et de recherche, suggéré par les Signataires.

ARTICLE III LES PROGRAMMES OPERATIONNELS ANNUELS

Pour la réalisation des objectifs du présent Accord, les Signataires s'accordent à formuler des Programmes Opérationnels Annuels (POA) qui seront intégrés au sein de projets ou d'actions spécifiques de collaboration et feront partie intégrante de l'Accord.

Les POA seront élaborés après consultation préalable entre les Signataires et devront préciser les différents aspects :

- a) Définition des objectifs, termes de référence, buts et propositions spécifiques à développer;
- b) Calendrier de travail;
- c) Profil, numéro et adresse du personnel désigné;
- d) Responsabilité de chacun des Signataires et leur contribution financière à chaque phase du programme;
- e) Les ressources humaines et financières, conformément à leurs capacités budgétaires par projet et par an.
- f) Mécanismes pour la surveillance et l'évaluation des projets et du programme en général ;
- g) Formes d'approbation, d'exécution et de réalisation des projets opérationnels;

- h) Dispositions sur la publication et/ou la diffusion des découvertes et des résultats obtenus ;
- i) Toute autre information considérée comme nécessaire.

Cet Accord peut être mis en œuvre et débiter sans que tous les points et projets cités ci-dessus soient établis. Si une interdiction interne ou dérivée d'une loi ou d'une norme institutionnelle existait pour un projet, les Signataires ne seraient pas obligés de collaborer à ces activités

Les Signataires, quand ils en conviendront, pourront inviter d'autres institutions éducatives, scientifiques et techniques à participer aux actions de coopération auxquelles fait référence cet Accord, par des apports qui enrichiraient les propositions à intégrer aux POA.

Outre les POA existants, chacun des Signataires pourra formuler des propositions de collaboration qui pourraient naître au cours des activités de coopération.

ARTICLE IV ORGANES

Pour le bon développement des activités de coopération du présent Accord, les Signataires formeront un groupe de travail constitué par des représentants de chacune des institutions.

Les directeurs de l'ECRO et de l'IRPA sont membres du groupe de travail. Ils désigneront une personne de chaque pays comme associé à ce groupe. Ils seront responsables et chargés de superviser l'application du présent accord dans leur pays respectif. Ils feront figure de coordinateurs des activités et désigneront les chercheurs ou les professeurs responsables de l'exécution des actions de coopération issues de cet Accord.

Le Groupe de travail se réunira selon la fréquence et dans le lieu décidé entre les Signataires, afin d'évaluer le bon déroulement des actions prévues par cet Accord. De même ce groupe aura à sa charge les obligations suivantes:

- a) Recevoir, réviser et approuver les rapports sur les progrès réalisés.
- b) Orienter, organiser et formuler des recommandations pertinentes pour l'exécution des activités.
- c) Adopter les décisions nécessaires, afin de remplir les objectifs de cet Accord.
- d) Identifier les domaines d'intérêt commun pour élaborer et formuler des projets spécifiques de coopération.
- e) Approuver le contenu et l'organisation des études et des programmes de formations.
- f) Gérer, conformément aux lois en application et en accord avec leur capacité budgétaire l'engagement de sociétés ou d'institutions, dans les différents travaux qui pourraient être réalisés pour soutenir les domaines de coopération,
- g) Tout autre accord entre les Signataires.

Les Signataires élaboreront des rapports sur le développement et les réalisations effectuées suite à cet Accord et les communiqueront à la Commission bi-nationale Mexique-Belgique, établie dans la Convention Culturelle entre les Etats-unis du Mexique et le Royaume de Belgique.

ARTICLE V PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Si a la suite des actions développées dans le cadre de cet Accord sont créés des produits ayant une valeur commerciale et/ou engageant des droits de propriété intellectuelle, ceux-ci seront régis par la législation nationale en application, ainsi que par les Conventions Internationales en la matière qui lient les deux Signataires.

Les travaux de recherche et de développement, les résultats et toute autre information dérivée des activités de coopération dans le cadre du présent Accord, pourront être annoncés, publiés ou exploités selon des accords spécifiques entre les Signataires, conformément aux législations nationales en vigueur.

ARTICLE VI FINANCEMENT

Les Signataires financeront les activités auxquelles fait référence cet Accord avec les ressources disponibles dans leurs budgets respectifs et selon ce qui est prévu par leur législation nationale. Chaque Partie supportera les frais liés à sa participation, excepté au cas où des mécanismes de financement extérieurs pourront être apportés pour des activités spécifiques, quand cela sera considéré comme nécessaire et adéquat.

ARTICLE VII PERSONNEL

Le personnel désigné par chacun des Signataires pour l'exécution de cet Accord sera toujours sous la responsabilité de la direction de l'institution à laquelle il appartient, gardant sa relation de travail avec Elle, qui en aucun cas ne pourra être considérée comme un patron de substitution.

Le personnel envoyé par un Signataire à l'autre, sera soumis sur son lieu de travail aux dispositions de la législation nationale en vigueur dans le pays hôte. Ce personnel ne pourra se consacrer à aucune activité extérieure à ses fonctions, et ne pourra recevoir aucune rémunération en supplément de celle établie, sauf autorisation préalable des autorités compétentes. Les participants quitteront les pays récepteur conformément aux lois et dispositions en vigueur.

Le personnel désigné pour l'exécution des activités prévues par cet Accord disposera de la couverture nécessaires des assurances au niveau médical et en responsabilité civile. Sauf ses responsabilités légales et/ou conventionnelles, l'institution hôte ne sera en aucun cas responsable des éventuels manquements en ce domaine.

ARTICLE VIII DROITS

La coopération à laquelle fait référence cet Accord n'affectera par les droits et les obligations, que les Signataires auraient acquis en vertu d'autres législations et dispositions internationales.

ARTICLE IX RÉOLUTION

Toute divergence ou différent qui pourrait surgir au sujet de l'application ou de l'interprétation de cet Accord, devra être résolue de commun en concertation avec les deux Signataires.

ARTICLE X DURÉE ET RÉSILIATION

Cet Accord entrera en vigueur à partir de la date de l'approbation de celui-ci par les autorités respectives compétentes. Sa durée sera de 2 ans, renouvelable par périodes de durée équivalente par ratification d'un nouveau document.

En cas de non-renouvellement, l'Accord prend fin de plein droit à échéance de son terme, sans que les Signataires n'aient à accomplir de formalités particulières.

Chaque Partie pourra mettre fin à l'Accord avant l'échéance de son terme. Elle devra en informer l'autre Partie par écrit en précisant la date à laquelle l'Accord ne sera plus exécutable, avec un préavis minimum de 6 mois. En outre, chaque Partie sera tenue de mener à terme les actions entamées ou sur le point de l'être, dans les respects des conditions initiales de l'Accord. Ainsi, les Parties s'engagent à ne pas causer de préjudices à l'autre Partie en mettant fin à l'Accord de manière anticipée.

PC
J F
AG
ONI

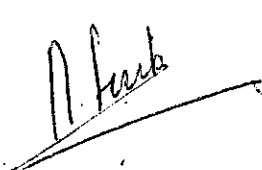
EXECUTIVO
DO DE
REAL
PARTICIPACIONES

ORDER
STAT

Les Parties peuvent, de commun accord, apporter des modifications au présent Accord. Elles devront dans ce cas signer une proposition commune et obtenir l'aval des autorités respectives compétentes. Les modifications n'entrant en vigueur qu'après ratification par ces dernières.

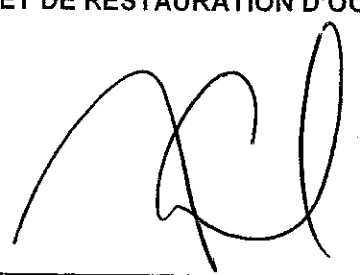
Signé à Guadalajara, Jalisco, Mexique, le 19 août 2005 en espagnol et en français, les deux textes étant également authentiques.

POUR L'INSTITUT ROYAL DE
PATRIMOINE ARTISTIQUE


MYRIAM SERCK-DEWAIDE
DIRECTEUR GENERAL

PODER EJECUTIVO
ESTADO DE JALISCO
GENERAL DE GOBIERNO
DE CERTIFICACIONES

POUR L'ECOLE DE CONSERVATION
ET DE RESTAURATION D'OCCIDENT


ALEJANDRO CANALES
DIRECTEUR GÉNÉRAL

PODER EJECUTIVO
ESTADO DE JALISCO
GENERAL DE GOBIERNO
DE CERTIFICACIONES

**ACUERDO DE COOPERACIÓN EN MATERIA EDUCATIVA Y CULTURAL ENTRE LA
ESCUELA DE RESTAURACIÓN Y CONSERVACIÓN DE OCCIDENTE DEL
GOBIERNO DEL ESTADO DE JALISCO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y
EL INSTITUTO REAL DEL PATRIMONIO ARTÍSTICO DEL REINO DE BÉLGICA.**

La Escuela de Conservación y Restauración de Occidente de la Secretaría de Educación del Estado de Jalisco de los Estados Unidos Mexicanos (ECRO) y el Instituto Real del Patrimonio Artístico (IRPA), en adelante denominadas "las Partes";

ANIMADOS por el deseo de fortalecer los lazos de entendimiento y de amistad existentes entre las Partes firmantes;

CONSCIENTES de las afinidades que unen a nuestros países en razón de su historia, su cultura y el creciente acercamiento de sus sociedades;

CONVENCIDOS de la importancia de establecer mecanismos que contribuyan al fortalecimiento de la cooperación en los campos de interés mutuo y de la necesidad de ejecutar programas específicos de colaboración e intercambio educativo y cultural, que correspondan a la dinámica del nuevo entorno internacional;

COMPROMETIDOS con el mejoramiento de las estrategias educativas que conlleven al desarrollo de sistemas educativos con calidad y acorde a los requerimientos del mundo de nuestros días;

TOMANDO EN CONSIDERACIÓN las disposiciones del Convenio Cultural entre los Estados Unidos Mexicanos y el Reino de Bélgica firmado el 24 de agosto de 1966;

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO I OBJETO

El objetivo del presente Acuerdo es establecer las bases de colaboración para el desarrollo de actividades educativas conjuntas, incluyendo la propuesta de posteriores acuerdos para programas específicos de cooperación.

ARTÍCULO II MODALIDADES

Para el logro de los objetivos a que se refiere el Artículo I, las Partes podrán asumir las siguientes modalidades:

- a. Formalizar programas generales detallando los proyectos a desarrollar;
- b. Fomentar la elaboración de proyectos dentro de sus instituciones y presentar sus inquietudes a la otra;
- c. Desarrollar programas de intercambio de perfeccionamiento estudiantil a nivel superior mediante estancias de seis a ocho meses en IRPA por parte de los estudiantes de ECRO y eventualmente para los candidatos del IRPA;
- d. Intercambio de expertos según las posibilidades de cada institución para el desarrollo de seminarios y de cursos en ambas sedes;
- e. Consejos para el equipamiento de talleres, actualización de materiales y procesos de restauración, la conservación preventiva así como en temas relacionados con su enseñanza;
- f. Intercambio de publicaciones, y
- g. Cualquier otra modalidad de cooperación que acuerden las Partes.

ARTÍCULO III LOS PROGRAMAS OPERATIVOS ANUALES

Para la consecución de los objetivos del presente instrumento, las Partes acuerdan formular programas Operativos Anuales (POA's) que estarán integrados por los proyectos o acciones específicas de colaboración.

Los POA's se elaborarán previa consulta entre las Partes y deberán precisar los diferentes aspectos:

- a. Definición de objetivos, términos de referencia, metas y propósitos específicos a desarrollar;
- b. Calendario de trabajo;
- c. Perfil, número y estadía del personal asignado;
- d. Responsabilidad de cada una de las Partes y su contribución financiera para cada fase del programa;
- e. Los recursos humanos y financieros, de acuerdo a sus capacidades presupuestales por proyecto y por año;
- f. Mecanismos para la vigilancia y evaluación de los proyectos y del programa en general;
- g. Formas de aprobación, ejecución y cumplimiento de los proyectos operacionales;

- h. Disposiciones sobre publicación y/o difusión de los descubrimientos y de los resultados obtenidos, y
- i. Cualquier otra información que se considere necesaria.

La operación de este Acuerdo no estará condicionada a que las Partes firmantes establezcan proyectos en todas las modalidades de cooperación, ni estarán obligadas a colaborar en aquellas actividades respecto de las cuales exista prohibición interna o bien derivada de una ley o de una normativa institucional.

Las Partes, cuando así lo convengan, podrán invitar a participar, en las acciones de cooperación a que se refiere el presente Acuerdo, a otras instituciones educativas, científicas y técnicas cuyas aportaciones enriquecerán las propuestas para integrar los POA's.

No obstante la formulación de los POA's, cualquiera de las Partes podrá formular a la Otra propuestas de colaboración que pudieran surgir durante la instrumentación de las actividades de cooperación.

ARTÍCULO IV ÓRGANOS

Para el adecuado desarrollo de las actividades de cooperación del presente Acuerdo, las Partes formarán un grupo de trabajo integrado por los representantes de ambas instituciones.

Los directores del ECRO y del IRPA son miembros del grupo de trabajo. Designarán una persona de cada país como asociado a este grupo. Serán responsables y encargados de supervisar la aplicación del presente acuerdo en sus respectivos países. Los encargados de ambas Partes figuran como coordinadores de las actividades de coordinación y designarán a los investigadores responsables de la ejecución de las acciones de cooperación que se deriven al amparo del presente instrumento.

El Grupo de trabajo se reunirá con la periodicidad y en el lugar que acuerden las Partes, a fin de evaluar el correcto desarrollo de las acciones derivadas de la aplicación del presente Acuerdo. Asimismo, tendrá a su cargo las siguientes funciones:

- a. Recibir, revisar y aprobar en su caso los informes sobre avances realizados;
- b. Orientar, organizar y formular recomendaciones pertinentes para la ejecución de las actividades;
- c. Adoptar las decisiones necesarias, a fin de cumplir con los objetivos del presente Acuerdo;
- d. Identificar la áreas de interés para elaborar y formular los proyectos específicos de cooperación;
- e. Aprobar el contenido y la organización de estudios y de programas de formación.

- f. Tramitar conforme a sus leyes aplicables y de acuerdo a su capacidad presupuestaria la contratación de empresas o instituciones para los diferentes trabajos que pudieran ser realizados en apoyo a las áreas de cooperación, y
- g. Cualquier otro acuerdo de las Partes.

Las Partes elaborarán informes sobre el desarrollo y los logros alcanzados con base en el presente instrumento y lo comunicarán a la Comisión Binacional México-Bélgica, establecida en el Convenio Cultural entre los Estados Unidos Mexicanos y el Reino de Bélgica.

ARTÍCULO V PROPIEDAD INTELECTUAL

Si como resultado de las acciones desarrolladas de conformidad con el presente Acuerdo se generan productos de valor comercial y/o derechos de propiedad intelectual, éstos se regirán por la legislación nacional aplicable, así como por las Convenciones Internacionales en la materia que sean vinculantes para ambas Partes.

Los trabajos de investigación y desarrollo, los resultados y cualquier otra información derivada de las actividades de cooperación en el marco del presente Acuerdo, podrán ser anunciados, publicados o explotados por medio de los acuerdos específicos entre las Partes, de conformidad con su legislación nacional en vigor.

ARTÍCULO VI FINANCIAMIENTO

Las Partes financiarán las actividades a que se refiere el presente Acuerdo con los recursos asignados en sus respectivos presupuestos, de conformidad a lo dispuesto por su legislación nacional. Cada Parte sufragará los gastos relacionados con su participación, excepto en el caso que puedan utilizarse mecanismos de financiamiento alternos para actividades específicas, según se considere necesario y apropiado.

ARTÍCULO VII PERSONAL

El personal designado por cada una de las Partes para la ejecución del presente Acuerdo, continuará bajo la responsabilidad de la dirección de la institución a la que pertenece, manteniendo su relación laboral con ésta.

El personal enviado por una Parte a la Otra, se someterá en el lugar de trabajo a las disposiciones de la legislación nacional vigente en el país receptor. Este personal no podrá dedicarse a ninguna actividad ajena a sus funciones, ni podrá recibir remuneración alguna fuera de las establecidas, sin la previa autorización de las autoridades competentes.

El personal asignado para la ejecución de las actividades previstas en este Acuerdo contará con la cobertura necesaria de seguro médico y responsabilidad civil. Salvo las responsabilidades legales y/o convencionales, la Institución huésped no será en ningún caso responsable de eventuales faltas en este ámbito.

ARTÍCULO VIII DERECHOS

La cooperación a que se refiere el presente Acuerdo no afectará los derechos y obligaciones que las Partes hayan adquirido en virtud de otros instrumentos internacionales.

ARTÍCULO IX RESOLUCIÓN

Cualquier divergencia o diferencia que pudiera surgir en relación con la aplicación o interpretación del presente Acuerdo, deberá ser resuelta de común acuerdo entre las Partes.

ARTÍCULO X DURACIÓN Y TERMINACIÓN

El presente Acuerdo entrará en vigor a partir de la fecha de su firma y tendrá una duración de dos (2) años, prorrogables por períodos de igual duración de manera activa mediante ratificación escrita de un nuevo documento.

En caso que dicho instrumento no sea renovado, el Acuerdo se dará por terminado de forma automática al finalizar su vencimiento, sin que las Partes tengan que cumplir con formalidades particulares.

Cualquiera de las Partes podrá dar por terminado el presente Acuerdo, antes de la fecha de vencimiento, lo que deberá informar a la contraparte mediante comunicación por escrito, con seis (6) meses de antelación. Las Partes se comprometen a no provocar acciones que perjudiquen la otra Parte por el hecho de poner fin al Acuerdo de forma anticipada.

El personal asignado para la ejecución de las actividades previstas en este Acuerdo contará con la cobertura necesaria de seguro médico y responsabilidad civil. Salvo las responsabilidades legales y/o convencionales, la Institución huésped no será en ningún caso responsable de eventuales faltas en este ámbito.

ARTÍCULO VIII DERECHOS

La cooperación a que se refiere el presente Acuerdo no afectará los derechos y obligaciones que las Partes hayan adquirido en virtud de otros instrumentos internacionales.

ARTÍCULO IX RESOLUCIÓN

Cualquier divergencia o diferencia que pudiera surgir en relación con la aplicación o interpretación del presente Acuerdo, deberá ser resuelta de común acuerdo entre las Partes.

ARTÍCULO X DURACIÓN Y TERMINACIÓN

El presente Acuerdo entrará en vigor a partir de la fecha de su firma y tendrá una duración de dos (2) años, prorrogables por períodos de igual duración de manera activa mediante ratificación escrita de un nuevo documento.

En caso que dicho instrumento no sea renovado, el Acuerdo se dará por terminado de forma automática al finalizar su vencimiento, sin que las Partes tengan que cumplir con formalidades particulares.

Cualquiera de las Partes podrá dar por terminado el presente Acuerdo, antes de la fecha de vencimiento, lo que deberá informar a la contraparte mediante comunicación por escrito, con seis (6) meses de antelación. Las Partes se comprometen a no provocar acciones que perjudiquen la otra Parte por el hecho de poner fin al Acuerdo de forma anticipada.

Les Parties peuvent, de commun accord, apporter des modifications au présent Accord. Elles devront dans ce cas signer une proposition commune et obtenir l'aval des autorités respectives compétentes. Les modifications n'entrant en vigueur qu'après ratification par ces dernières.

Signé à Guadalajara, Jalisco, Mexique, le 19 août 2005 en espagnol et en français, les deux textes étant également authentiques.

POUR L'INSTITUT ROYAL DE
PATRIMOINE ARTISTIQUE

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Serck-Dewaide', written over a horizontal line.

MYRIAM SERCK-DEWAIDE
DIRECTEUR GENERAL

POUR L'ECOLE DE CONSERVATION
ET DE RESTAURATION D'OCCIDENT

ALEJANDRO CANALES
DIRECTEUR GÉNÉRAL